

**Israël / Territoire palestinien occupé : Un nouveau rapport produit par AIDA (Association des Agences Internationales de Développement) révèle que les restrictions israéliennes accroissent les coûts et empêchent l'aide de parvenir à ceux qui en ont le plus besoin.**

(Jérusalem, 8 juin 2011) Les restrictions de mouvement et d'accès imposées par Israël au travail humanitaire et de développement dans le Territoire occupé palestinien coûtent aux bailleurs de fonds et à leurs contribuables au moins 4,5 millions de dollars par an, d'après un nouveau rapport publié aujourd'hui par l'Association des Agences Internationales de Développement (AIDA), une coalition de plus de 80 agences internationales d'aide et de développement.

Dans un rapport de 13 pages, « Entraver l'aide – Les obstacles à la distribution l'aide dans le Territoire occupé palestinien », les agences demandent à la communauté internationale d'exiger d'Israël que soient levés les obstacles qui empêchent la libre circulation des biens et travailleurs humanitaires vers et entre les communautés à qui est destinée l'aide.

Dans un contexte où un Palestinien sur quatre vit en dessous du seuil de pauvreté<sup>1</sup>, les agences estiment que ces restrictions aggravent les difficultés d'accès à une aide dont les communautés ont désespérément besoin, les plus vulnérables acquittant le prix le plus élevé.

« Les restrictions en place privent la population de Gaza d'une vraie chance de relèvement. Près de 80 % de la population de Gaza dépend de l'aide humanitaire. Nous perdons du temps et de l'argent en raison de l'impossibilité de faire entrer et sortir notre personnel et les matériaux nécessaires à la mise en œuvre de nos programmes » indique Alain Trouvé-Bagdouche, Coordinateur des Programmes et Opérations Internationales du Secours Islamiques France.

Si l'impact des restrictions d'accès à Gaza a été largement documenté, des restrictions affectent également la mise en œuvre de programmes cruciaux d'aide dans certaines zones de la Cisjordanie. Les agences considèrent que les difficultés d'accès aux populations vivant dans la « zone charnière » (une zone militaire fermée située entre la ligne d'Armistice de 1949 et le Mur) ainsi qu'aux communautés de Bédouins et d'éleveurs dans la vallée du Jourdain rendent ces communautés aussi vulnérables que celles de la bande de Gaza. 79 % des Bédouins et des éleveurs dans la vallée du Jourdain disent manquer de nourriture<sup>2</sup>.

« A l'heure actuelle, des obstacles majeurs nous empêchent de mettre en place des actions qui pourraient améliorer notablement la vie de milliers de personnes privées d'accès aux centres de santé, aux écoles ou aux terres cultivables nécessaires à leur subsistance. Fournir de l'aide aux

---

<sup>1</sup> Palestinian Central Bureau of Statistics, 'Poverty in the Palestinian Territory, 2009 -2010', Press Release, (10 April 2011).

<sup>2</sup> UNRWA, UNICEF and WFP, 'Food Security and Nutrition Survey for Herding Communities in Area C', Joint Household Survey, (February 2010)

seules régions où nous sommes autorisés à entrer n'est pas acceptable. L'aide devrait aller aux populations qui en ont le plus besoin » déclare Stéphane Vinhas, Coordinateur général de Médecins du Monde France à Jérusalem.

A titre d'exemple, dans le village de Barta, où 5,400 personnes sont enclavées dans la « zone charnière » et encerclées par une barrière électrique, des agences membres de AIDA n'ont pas eu la possibilité d'obtenir un permis de 2 heures pour évaluer ce dont la communauté pourrait avoir besoin.

« Il y a trop de communautés qui sont coupées des services de base dont la population a besoin. Les agences humanitaires sont impuissantes en raison des restrictions de mouvement qu'on leur impose » précise Corinne Gillet, responsable des programmes Moyen-Orient de Handicap International.

Le rapport souligne aussi que les exigences bureaucratiques d'enregistrement imposées tant par l'Autorité palestinienne que par le Hamas, constituent des obstacles supplémentaires à une fourniture efficace de l'aide, en accroissant les délais d'intervention pour les membres d'AIDA. Pour se procurer l'intégralité du rapport « Entraver l'aide – Les obstacles à la distribution de l'aide dans le Territoire occupé palestinien », cliquer sur le lien suivant : <http://www.aidajerusalem.org/einside.php?id=31>

Pour plus d'informations, merci de contacter :

**Florence Priolet – Médecins du Monde**

01 44 92 14 31 - 06 09 17 35 59 - [florence.priolet@medecinsdumonde.net](mailto:florence.priolet@medecinsdumonde.net)

**Olivia Chouquet – Secours Islamique France**

06 24 10 25 95 - [chouquet@secours-islamique.org](mailto:chouquet@secours-islamique.org)

**Sophie Mazoyer – Handicap International**

04 26 68 76 47 - [smazoyer@handicap-international.fr](mailto:smazoyer@handicap-international.fr)

**Willow Heske - Oxfam International OPTI Media Lead in Jerusalem**

+ 972 (0) 597133646 - +972 (0) 546395002 - [willow.heske@oxfamnovib.nl](mailto:willow.heske@oxfamnovib.nl)



*Note aux éditeurs :*

*Les membres d'AIDA sont disponibles pour des entretiens dans les langues suivantes : anglais, arabe, français, norvégien, espagnol, japonais, italien et suédois. Des déplacements de presse et des entretiens avec des membres d'ONG ou de communautés victimes de restrictions d'accès et de mouvement à Gaza, Jérusalem Est, Hébron et la vallée du Jourdain peuvent également être facilités.*

*L'Association des agences internationales de développement (AIDA) est un forum de coordination des organisations internationales non-gouvernementales et sans but lucratif qui partagent un intérêt commun pour la promotion d'un développement adéquat et la mise en œuvre de programmes humanitaires dans le Territoire occupé palestinien. Ses fonctions principales sont de développer des réseaux d'action, de faciliter l'échange d'information et de promouvoir le plaidoyer, la sécurité et la formation.*